



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

2605

PRÉFET DES ALPES-MARITIMES

LE PREFET

Nice, le

10 MARS 2020

R: 2C 117 S8S 2985 9

Lettre recommandée avec AR

Vu Le Commissaire Enquêteur

Odile BOUTEILLER

Monsieur le Président,

Par arrêté préfectoral en date du 5 décembre 2017, modifié le 11 mai 2018, l'élaboration du plan de prévention des risques (PPR) naturels prévisibles d'inondations a été prescrite sur la commune de Cannes. La direction départementale des territoires et de la mer est en charge de l'élaboration de ce PPR, avec l'assistance technique du bureau d'études Suez.

L'élaboration du projet de PPR d'inondations a fait l'objet de trois réunions des personnes publiques associées et d'une réunion publique en application de l'article 5 de l'arrêté préfectoral de prescription du 5 décembre 2017.

Le 10 juillet 2019, une réunion des personnes publiques associées s'est tenue en mairie au cours de laquelle le projet complet de dossier de PPR a été présenté en vue de l'approbation du PPR.

Afin de tenir compte de la connaissance des risques d'inondations, je porte officiellement à votre connaissance le dossier d'enquête publique concernant ce projet de PPR, en application des articles L.121-2 du code de l'urbanisme et L.125-2 du code de l'environnement. Ce dossier mis à la consultation des personnes publiques associées (PPA) vaut donc Porter À Connaissance (PAC).

Désormais, il conviendra de s'y référer pour l'élaboration des documents et la délivrance des autorisations d'urbanisme. Les projets de zonage réglementaire et de règlement notifiés permettront donc de délivrer sous conditions, voire de refuser, les autorisations d'urbanisme, en usant de l'article R.111-2 du code de l'urbanisme, afin de satisfaire l'obligation de garantir la sécurité publique.

Monsieur David Lisnard
Président de la communauté d'agglomération
de Cannes Pays de Lérins
CS 50 044
06414 Cannes Cedex


Par ailleurs, les études techniques nécessaires à l'élaboration de ce PPR sont aujourd'hui achevées et ce projet doit maintenant être soumis pour avis aux personnes publiques citées par l'article R.562-7 du code de l'environnement, avant sa mise à l'enquête publique.

À ce titre, je vous prie de bien vouloir trouver joint, en vue de recueillir l'avis de votre assemblée délibérante, le projet de PPR inondations de la commune de Cannes.

Compte tenu des échéances électorales, un délai supplémentaire de deux (2) mois sera accordé aux personnes publiques associées pour remettre leur avis. J'attire donc votre attention sur le fait qu'en l'absence de réponse dans un délai de quatre (4) mois qui suit la réception de la présente lettre, en application de l'article R562-7 du code de l'environnement, cet avis sera réputé favorable. En outre, celui-ci, reçu dans les délais ou réputé favorable, sera annexé au registre d'enquête publique dès son ouverture.

Le pôle risques de la direction départementale des territoires et de la mer est à votre disposition pour vous apporter toute information complémentaire.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de ma considération très distinguée.

Pour le Préfet,
Le sous-préfet de Nice-montagne
SPNM-4488

Yoann TOUBHANS

P.J : un dossier de PPR valant porter à connaissance
Copie : Madame la Sous-Préfète de Grasse

En provenance de : **CACTFL**
CS 500000
06714 Cannes Cedex

SGR2 - V22 - NSA - OF43311 - 09/18 - V-SU

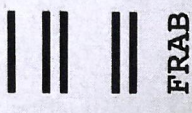


**RECOMMANDÉ :
 AVIS DE RÉCEPTION**

Numéro de l'AR: **2C 117 585 2985 9**



SDPS-PRNT-06-C-2605 Renvoyer à



FRAB

Présenté / Avisé le : / /
 Distribué le : / /

Je soussigné déclare être

Le destinataire

Le mandataire **COURRIER** (Précisez Nom et Prénom si mandataire)

CNI/Permis de conduire

Autre :

Signature

(Précisez Nom et Prénom si mandataire)

Signature Facieur*

13 MARS 2020

* Le facieur atteste par sa signature que l'envoi a été remis conformément. LA POSTE AGRÈMENT N° C897

D.L

Service Déplac:

DDTM - SDES - PRNT
CADAM
11A Bd du Mercantour
06286 Nice cedex 3



Vu Le Commissaire Enquêteur
 Odile BOUTELLER